



**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333**
Extérieur:
1-800-463-2362

VENDREDI 29 DÉCEMBRE 1989

QUÉBEC, 94^e ANNÉE, NO 2
44 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$
MONTREAL ILES DE LA MADELEINE GASPESE ABITIBI 50¢

35¢

LE MONDE

Alexander Dubcek revient au gouvernement

Alexander Dubcek, le héros du Printemps de Prague, est revenu hier au pouvoir en étant élu à l'unanimité à la présidence de l'Assemblée fédérale nationale. **B-7**

LE QUÉBEC

Le Parlement jeunesse étudie 4 projets de loi controversés

En ce 40^e anniversaire du Parlement jeunesse du Québec, quatre projets de loi controversés sont soumis à l'étude des 80 députés en herbe. **A-4**

LA REGION

Les skieurs occupent près de 60 % des chambres d'hôtel

Près de 60 % des chambres d'hôtel de la région sont occupées par des skieurs ou des amateurs de sports d'hiver, pendant les Fêtes; le taux d'occupation est de 70 %. **A-3**

QUÉBEC

Limoulu théâtre d'un hold-up et d'une chasse à l'homme

Une chasse à l'homme, ponctuée d'un coup de feu tiré par un policier, s'est déroulée, hier dans le quartier Limoulu, à la suite d'un hold-up dans une banque. **A-3**

L'ÉCONOMIE

Les taux d'intérêt seront la grande inconnue de 1990

Un sujet préoccupe la plupart des analystes à la veille de 90, les taux d'intérêt, que la Banque du Canada devra réduire, sinon ce pourrait être la récession. **B-1**

LES ARTS

La chanson québécoise s'ouvre sur le monde

Après les « années sombres » qui ont suivi le référendum, la chanson populaire s'ouvre enfin sur le reste du monde. Francine Julien fait le bilan de la décennie. **C-1**

LE SPORT

Guy Charron affirme n'avoir rien promis à Martin Madden

L'entraîneur de la formation junior canadienne, Guy Charron, soutient mordicus qu'il n'a rien promis à Martin Madden au sujet de l'ailier Daniel Doré. **S-2 et S-3**

L'EDITORIAL

Les problèmes de la Rive-Sud seront résolus sur la Rive-Nord

L'engorgement des ponts ne sera pas résolu par un nouveau pont ou par un tunnel. Seul le retour en ville pourrait corriger cette situation absurde. **A-6**

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3
Le Québec	A-4 et A-5
Le Canada	A-7 et A-8
Le Monde	B-6 et B-7
Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-7 à C-10
Arts	C-1 à C-6
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-9
Décès	C-11
Économie	B-1 à B-4
Éditorial	A-6
Feuilleton	C-9
Horoscope	C-9
Mots croisés	C-8
Mot mystère	C-8
Où aller à Québec	C-6
Patron	C-10

LA METEO

Généralement ensoleillé et très froid. Maximum : de moins 20 à moins 22. Vents modérés par endroits. Demain : généralement ensoleillé. **S-16**

Le froid fait grimper la demande

Hausse de 5 ¢ du prix du mazout

La forte consommation de mazout alimentée par la tenace vague de froid qui sévit au Québec et les problèmes d'approvisionnement que connaissent les raffineries québécoises, débouchera sur une autre hausse de 5 cents le litre, dès le début de la nouvelle année. LE SOLEIL a ainsi appris que les prix, déjà rajustés de 1,4 cent le 18 décembre, atteindront en moyenne 35,1 cents le litre.

par JACQUES DALLAIRE
LE SOLEIL

« Ce n'est pas encore inquiétant, commentait hier au SOLEIL M. Jean-Marc Lessard, directeur des communications chez F. Dufresne inc. à Québec, mais, depuis quelques semaines, nous faisons face à la demande la plus forte depuis 20 ans, et ce, à la grandeur du Québec.

En faisant part du rajustement des prix, qui varient actuellement de 30,2 à 30,9 cents

Suite A-2, Mazout...



Les camionneurs livrent du mazout 24 heures sur 24, sept jours par semaine.

Sondage Reid-Southam-LE SOLEIL Les Canadiens veulent des lois plus sévères sur les armes à feu

OTTAWA — Tout près de trois Canadiens sur quatre estiment que la mort violente de 14 jeunes femmes à l'École polytechnique de l'Université de Montréal au début décembre démontre la nécessité de resserrer les contrôles sur les armes à feu au Canada.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Interrogés quelques jours après le drame dans le cadre d'un sondage Reid-Southam-LE SOLEIL, les Canadiens croient effectivement dans une proportion de 72 % à la nécessité d'une action législative.

À l'opposé, 26 % des sondés ont jugé que la tragédie de Montréal ne prouvait pas qu'il y avait lieu de modifier les lois canadiennes afin de rendre plus difficile l'achat des armes dangereuses.

Les femmes, les personnes âgées et les Québécois sont les trois sous-groupes où l'on réclame le plus une action législative restrictive sur l'achat des armes. Le ministre fédéral de la Justice, M. Doug Lewis, a déjà indiqué qu'il allait agir et modifier la loi actuelle relative aux armes à feu. Les changements viseront à empêcher l'importation et la vente d'armes semi-automatiques trop aisément transformables en armes automatiques, c'est-à-dire capables de tirer des projectiles en rafales.

La maison Angus Reid a également demandé aux Canadiens si le massacre de l'École polytechnique était indicatif de quelque chose relativement au problème de la violence masculine à l'endroit des femmes ou si on ne devait pas y voir autre chose que l'oeuvre d'un dément.

Une majorité de Canadiens, soit 59 %, penchent pour cette dernière hypothèse, contre 37 % de la population qui lie la tragédie au phénomène plus global de la violence contre les femmes. Ces dernières optent cependant à 54 % contre 43 % pour la thèse de la folie individuelle.

Ces deux questions sur le drame montréalais ont été posées à 1501 adultes canadiens lors d'entrevues téléphoniques entre le 13 et le 21 décembre dans le cadre d'un sondage réalisé par la maison Angus Reid Associates. Avec un échantillon de cette taille, la marge d'erreur maximale reconnue est de 2,5 % dans 95 cas sur 100. La marge s'accroît dans le cas des résultats régionaux.

Autre texte en page B-1



La vie reprend peu à peu son cours normal à Bucarest, où l'on s'affaire notamment à nettoyer les rues.

Les nouveaux dirigeants font de la Roumanie un pays non socialiste

BUCAREST (AFP, AP) — Une semaine jour pour jour après la chute du régime Ceausescu, le Conseil du front de salut national (CFSN) a pris la haute main sur les affaires du pays en se dotant de pouvoirs étendus qui lui donnent une mainmise quasi totale sur la gestion politique et économique de la Roumanie.

Au deuxième jour d'une réunion ininterrompue à l'édifice du ministère des Affaires étrangères à Bucarest, les membres du CFSN ont adopté une série de décrets à travers lesquels ils ont simultanément changé le nom du pays et de la milice, nommé un gouvernement, li-

poursuive toujours la chasse aux survivants de la police secrète, la Securitate.

Nom et drapeau modifiés

Par décret, à partir d'hier soir, le pays s'appelle désormais Roumanie et non plus République socialiste de Roumanie.

Quant au drapeau national, il garde ses couleurs : bleu, jaune, rouge vertical, mais perd l'effigie qui était en son centre et qui représentait un épi symbole de presque un demi-siècle de communisme.

Suite A-2, Roumanie...

Jean-Marie de Koninck reste étonné du succès de Nez rouge



Jean-Marie de Koninck dirige Nez rouge depuis le début.

« On demande à des gens d'attendre dans une salle, de 6 h du soir à 6 h du matin, que ce soit à leur tour d'aller reconduire des clients "paquetés", par des températures de -25°C, et de ramener gentiment le pourboire dans la caisse de Nez rouge, sans un sou pour eux. Je me demande comment on réussit à trouver autant de bénévoles pour passer à travers. »

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

Six ans après sa création, Jean-Marie de Koninck trouve extraordinaire l'engouement des gens pour l'opération Nez rouge. Et on sent qu'il dit « extraordinaire » en pensant « étonnant » : le père de Nez rouge semble encore surpris de l'ampleur qu'a prise son projet.

C'est sûrement parce que les idées les plus simples sont les meilleures. Jean-Marie de

fin septembre) et j'écoutais la radio. J'ai été frappé d'apprendre que 50 % des accidents mortels étaient causés par l'alcool au volant. Et puis j'ai entendu un barman raconter qu'il n'était pas capable de convaincre ses clients de prendre un taxi pour rentrer à la maison à 3 h du matin, parce que les gens aiment bien avoir leur voiture avec eux. Il y a eu un déclic ! Je me suis dit : Offrons aux gens d'aller les reconduire chez eux, avec mes nageurs et nageuses. »

En 2340 !

À cette époque, Jean-Marie de Koninck pensait reconduire les gens durant une fin de semaine ou deux. La première année, l'opération a duré du 13 au 23 décembre. L'année d'après, elle a été prolongée jusqu'au 31 décembre et a

commencé le 12 décembre. Depuis ce temps, l'opération Nez rouge commence une journée plus tôt chaque année. « En l'an 2340, on va rouler à longueur d'année ! »

Le mathématicien qu'est Jean-Marie de Koninck ne pouvait pas passer à côté d'une telle statistique, mais l'organisateur s'empresse de préciser que soutenir une telle organisation durant toute l'année est irréaliste. « Il serait impossible de maintenir la motivation des bénévoles durant toute une année », pense-t-il. Il faut dire que l'opération Nez rouge devrait voir passer quelque 5000 bénévoles cette année. « Les 4000 casquettes

Suite A-2, De Koninck...

Autre texte en page A-3

Suites de la première page

De Koninck...

n'ont pas suffi à la demande, il a fallu en commander 500 autres, et on va probablement en manquer.»

Parmi les organisateurs, bénévoles également, plusieurs prennent leurs vacances à Noël pour pouvoir faire du Nez rouge jusqu'au petit matin. Jean-Marie de Koninck souligne le travail de ces derniers : « Michel X. Lavoie s'occupe de la formation des équipes, Marie-Claude Tremblay, de tout ce qui touche les bénévoles, Line Chabot est à l'accueil, Bruno Dery, c'est mon bras droit, André Gauthier veille aux voitures, radios et téléphones, et il est toujours ici, de 17 h à 6 h, durant toute l'opération. Sa femme, Hélène Gauthier, prend congé pour s'occuper du ravitaillement des bénévoles... » Quant à M. de Koninck, il dit s'être fixé un horaire : du dimanche au mardi, il rentre vers minuit ; les nuits sont plus courtes le mercredi et le jeudi, et le vendredi, il ne dort pas...

C'est difficile, Nez rouge

D'ailleurs, pour le prof de maths, le travail Nez rouge dure toute l'année mais s'intensifie graduellement à partir de septembre. En novembre et en décembre, la charge est lourde. « Durant ces deux mois, outre Nez rouge, je fais seulement l'enseignement, je ne peux pas me tenir à jour dans la recherche. On me demande souvent pourquoi je ne lâche pas les maths pour ne m'occuper que de sports. Mais les maths, c'est ma détente... »

Du 8 au 15 décembre, les examens de ses étudiants et Nez rouge combinés seraient presque assez pour faire abandonner Jean-Marie de Koninck. « Chaque fois, je me dis qu'il ne sera pas possible que je refasse ça une autre année. Mais l'énergie, l'enthousiasme des bénévoles me soutient... »

La recette Nez rouge

Au Québec, il y a 34 opérations Nez rouge qui couvrent à peu près toute la province, et qui occupent 14 000 bénévoles. L'idée a dépassé les frontières et d'autres villes canadiennes approchent M. de Koninck dans le but d'importer son idée.

« Halifax a son Nez rouge depuis deux ans. C'est la première opération qu'on autorise à l'extérieur du Québec. On a refusé au mois d'octobre, Toronto, Calgary et Vancouver.

« On a refusé parce qu'il était trop tard : ça prend plus que deux mois pour réaliser une opération Nez rouge. C'est notre crédibilité qui est en jeu... Mais on leur a dit de se reprendre plus tôt l'an prochain.

« Il y a aussi le fait qu'au Québec, on est supporté par la Régie de l'assurance automobile et par le Groupe Desjardins assurances générales. Leur argent et leur ressources sont indispensables, mais ces partenaires ne sont pas à l'extérieur du Québec... »

Par ailleurs, des demandes d'information sont venues de France, de Suisse. « Je sens qu'on va avoir de plus en plus de pression pour s'étendre. On va les accepter... mais on ne court pas après. »

Mazout...

en moyenne le litre, des porte-parole de l'industrie pétrolière ont indiqué, hier, au SOLEIL que le rachat des contrats touchant le chauffage bi-énergie par Hydro-Québec, particulièrement dans le secteur commercial, contribue aussi pour beaucoup à l'augmentation de la demande.

« Lors d'un hiver normal, nous n'effectuons pas de livraisons 24 heures par jour et sept jours sur sept, c'est-à-dire à raison de trois quarts de travail par jour, mais depuis la fin de novembre c'est un roulement continu, c'est l'enfer », confie M. Lessard.

La consommation de mazout est en hausse de 20 %, d'après M. Lessard, au point que les trois raffineries québécoises, Ultramar, à Saint-Romuald, Shell et Pétro-Canada, à Montréal, arrivent à peine à suffire à la demande. La circulation difficile des navires sur le Saint-Laurent ralentit les approvisionnements.

Comme la demande surpasse l'offre, on assiste depuis quelques semaines à un va-et-vient quasi incessant de camions-citernes sur les routes du Québec. On vient d'aussi loin qu'Ottawa pour s'approvisionner chez Ultramar. Il arrive que des camionneurs doivent patienter pendant huit et même jusqu'à 12 heures, avant de pouvoir prendre un chargement de mazout !

Mme Paule Jacques, directrice des ventes et exploitation chez Esso-Confort au foyer à Québec, tout comme son collègue M. Pierre Godbout, superviseur chez Thermoshell, expliquent que ce véritable ca-fouillis tient en bonne partie au comportement d'Hydro-Québec qui fixait au 31 décembre la date limite pour le rachat des contrats bi-énergie.

Des immeubles qui exigeaient une consommation de 10 000 litres par année depuis qu'ils étaient convertis à ce nouveau système, nécessitent maintenant trois fois plus de mazout, ne comptant plus que sur ce seul mode d'alimentation en chauffage.

Pour approvisionner les centaines d'écoles disséminées sur le territoire québécois et toutes reconverties elle aussi au mazout, les compagnies ont dû se livrer à des pirouettes administratives incroyables, d'après Mme Jacques, « compte tenu du court délai laissé par Hydro-Québec ».

Les contrats de chauffage sont négociés bien avant la période scolaire et sont attribués par soumissions. « Quand les règles du jeu changent subitement, c'est tout un casse-tête pour nous, comme si on pouvait, comme ça, du jour au lendemain, augmenter le nombre de livreurs et de camions et modifier les circuits de livraison », commente encore Mme Jacques.

Et, comme l'hiver ne semble pas vouloir démoder de sitôt, personne ne pouvait ou ne voulait prédire, hier, si les prix allaient se stabiliser !

Paradis passe outre à une recommandation de la Commission Charbonneau

MONTREAL (PC) — La Commission Charbonneau mise sur pied pour définir une politique de gestion des déchets dangereux a jugé bon, il y a quelques semaines, de recommander au ministre Paradis de tenir une consultation publique avant de donner le feu vert aux expériences d'incinération d'huiles contaminées aux BPC dans les fours de Ciment Saint-Laurent, à Joliette.

Le ministre Pierre Paradis a choisi de passer outre à cette suggestion même si elle provenait de cette Commission d'enquête mandatée par le ministre de l'Environnement Clifford Lincoln, en octobre 1988, pour étudier les problèmes et les solutions de l'élimination des déchets dangereux.

Au départ, cette commission était présidée par le Dr Victor Goldbloom président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Mais la diffusion d'une lettre de M. Goldbloom adressée à la nouvelle ministre de l'Environnement, Lise Bacon, lui a valu le retrait de son mandat au profit de l'ex-président de la CEQ, Yvon Charbonneau.

LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est
Québec (Québec) G1K7J6

Service aux abonnés 647-3333
Annonces classées 647-3311
Carrières et Professions 647-3270
Publicité Détaillants 647-3435
Publicité Générale 647-3266
Rédaction 647-3394
Promotion 647-3342
Renseignements 647-3233

LA QUOTIDIENNE

tirage du 28-12-89

1-3-9

7-7-1-3

Roumanie...

Après plusieurs jours de flottement et la nomination au compte-gouttes de quelques ministres (le général Nicolae Militaru à la Défense, Sergiu Celac aux Affaires étrangères et Petre Roman au poste de premier ministre), le CFSN s'est doté d'un gouvernement quasiment au complet en nommant huit autres ministres, dont le général Viktor Stanculescu à l'Économie nationale et Stefan Nicolae à l'Agriculture et à l'Industrie alimentaire. Un dissident de longue date, le critique d'art Andrei Plesu, est le nouveau ministre de la Culture.

Pouvoirs très étendus

Le CFSN s'est donné des pouvoirs très étendus, s'accordant même le droit de révoquer n'importe quel membre du gouvernement, le premier ministre inclus. De plus, le CFSN peut aussi nommer le procureur général de la République, définir le système électoral, nommer la commission d'élaboration de la nouvelle Constitution et approuver le budget du pays.

Le CFSN qui s'est doté d'un bureau exécutif de 11 membres sous la présidence de Ion Iliescu, peut aussi signer les traités internationaux, décider de la mobilisation militaire et décréter l'état de guerre.

Sous ses ordres directs se trouvent le conseil militaire supérieur, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense nationale, les pompiers et la police qui remplace l'ancienne milice. Autant de ministères clés qui échappent ainsi à la tutelle du gouvernement.

Véritable président du pays

Confirmation suprême des pouvoirs étendus dont il vient de se doter, le CFSN a décidé que son président sera le véritable numéro un du pays



Un Roumain exhibe deux manteaux de fourrure qui appartiennent à Elena Ceausescu.

et qu'il représentera à ce titre la Roumanie dans les relations internationales et nommera ou démettra les ambassadeurs. Le président du CFSN pourra également accorder ou retirer la citoyenneté roumaine et octroyer le droit d'asile.

De son côté, le premier ministre Roman a déclaré, hier soir, que la Roumanie garde ses « traditionnelles liaisons dans le cadre du pacte de Varsovie ».

VENTE DE JANVIER



MANTEAUX TWIK
99.95

rég. jusqu'à 150.00

des parkas ouatines, longueur 1/2 ou pleine longueur, des impers à double amovible, des styles droits, taille coulissante, des détails contrastants, couleurs assorties, grandeurs des assorties.

COLLANTS TWIK
2.59

rég. 3.25

notre exclusivité, un collant opaque en nylon 40 deniers, offert en 7 coloris mode, taille moyen et grand.

GANTS DEUX DANS UN
34.95

rég. 45.00

notre exclusivité, le gant de cuir souple à nervures surpiquées, poignets réglables, superposé à un gant de tricot, couleurs et grandeurs assorties.

ROBES TWIK
39.95

rég. jusqu'à 55.00

toutes sortes de robes en tricot, rayonne souple, jersey de coton, des styles unis ou imprimés, des modèles coupés à la taille ou taille basse, couleurs et grandeurs assorties.

JUPES TWIK
39.95

rég. jusqu'à 75.00

des jupes courtes, longues, droites, évasées, à plis, des jupes-culottes, des jupe-jean, des modèles en dentelle, voile, velours, tweed, coton, gabardine, rayonne, couleurs et grandeurs assorties.



BLOUSES TWIK
19.99

rég. jusqu'à 35.00

des modèles avec insertions de ruban, broderie, cols de dentelle, grands cols, etc. des blouses unies ou imprimées en coton ou rayonne, couleurs et grandeurs assorties.



PANTALONS TWIK
39.95

rég. jusqu'à 75.00

des pantalons à plis, droits, évasés, fuseau, en gabardine, coton, velours côtelé, laine, tweed, jean, couleurs et grandeurs assorties.

PULLS TWIK
49.95

rég. jusqu'à 115.00

des pulls originaux en tricot jacquard ethnique, fauve, des cardigans imprimés fleurs, des formes boléro avec soutache ou franges, des pulls col foulard dentelle, couleurs et grandeurs assorties.

CULOTTES BOXEUR
9.99

rég. jusqu'à 16.00

assortiment de shorts boxeurs en coton et finette de coton, des styles exclusifs, des imprimés de fleurs, rayures, paisley, avec écussons brodés, couleurs assorties.

la maison
simons

LE NOUVEAU SIMONS PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

Chasse à l'homme inusitée à Limoilou

Une chasse à l'homme, ponctuée d'un coup de feu tiré par un policier, s'est déroulée en milieu d'avant-midi, hier, dans le quartier Limoilou, à la suite d'un hold-up dans une banque.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

La succursale de la Banque nationale, située au 1266, 3e Avenue, venait juste d'ouvrir ses portes, à 10 h, lorsqu'un individu armé d'un revolver de fort calibre a fait irruption dans l'établissement.

C'est en sortant, après avoir fait main basse sur un montant d'argent indéterminé, que l'homme a été surpris par deux policiers qui se sont aussitôt mis à ses trousses.

Afin de l'empêcher de fuir à bord d'un camion garé derrière la succursale bancaire, un des agents tire en direction d'un des pneus du véhicule. La balle rate sa cible.

Sa fuite devait se révéler de courte durée : un peu plus loin, angle 1re Avenue et 12e Rue, l'individu entre en collision avec un véhicule. Personne n'est blessé. L'homme prend ses jambes à son cou, pendant que d'autres autos-patrouilles arrivent en renfort.

Rendu en face du 1285, 1re Avenue, le voleur décide de semer ses poursuivants en brisant une fenêtre d'un logement pour ressortir par l'arrière de la même façon. Stratagème qui devait lui porter fruit car l'accès aux ruelles lui a finalement permis de disparaître dans la nature.

Le butin dévalisé à la banque devait être retrouvé dans la demeure traversée par le fuyard, dont la courte mais mouvementée « visite » a occasionné un violent choc nerveux à la locataire des lieux.

Les enquêteurs ont réussi à retrouver l'identité du suspect, mais ont refusé de la divulguer à la presse.

Le froid intense complique les communications entre les rives

Le froid intense et l'épaisseur des glaces ne rendent pas les choses faciles aux traversiers entre Québec et Lévis. Toutefois, après une autre interruption hier matin, le service régulier a pu reprendre son cours vers midi. Rappelons que le temps aidant, la gratuité sera offerte aux usagers entre 18 h, dimanche 31 décembre, et minuit le soir du jour de l'An.

Il semble qu'il faille remonter 40 ans en arrière pour retrouver pareilles conditions de glaces solidifiées entre les deux rives. Les bouchons surtout qui accompagnent la marée après quatre heures de baissant sont, semble-t-il, les plus à craindre, car durant ces périodes, les glaces deviennent particulièrement compactes.

Quoi qu'il en soit, toute personne ou tout véhicule qui, au jour de l'An, voudra utiliser le service des traversiers aux heures mentionnées précédemment, profitera donc de la gratuité du temps des Fêtes. Mais on avise le public de téléphoner, pour plus de sûreté, au 643-6830, afin de s'assurer que la traversée a bel et bien lieu.

Incendie mineur

LORETTEVILLE — Un début d'incendie a éclaté à l'hôtel Loretteville, au 103 rue Racine, hier soir vers 19 h 30. Il semble que la cause vienne d'une défectuosité de la boîte électrique, mais les dommages sont mineurs et il n'y a pas eu de blessé. Les clients ont dû être évacués pendant environ une heure, avant que la situation redevienne normale.

Le ski à Québec : moins d'étudiants mais une plus grande clientèle individuelle ou familiale

Près de 60 % des 8000 chambres d'hôtel de la région de Québec sont occupées par des skieurs ou des amateurs de sports d'hiver, pendant les Fêtes. Globalement, le taux d'occupation atteint 70 %. Si la clientèle étudiante en provenance de l'Ontario et des États-Unis a chuté de moitié, depuis quatre ans, elle a vite été remplacée par une clientèle individuelle ou familiale, qui s'accroît année après année.

par PIERRE BOULET
LE SOLEIL

Voilà grosso modo le tableau qu'a dressé au SOLEIL le président de l'Association hôtelière du district de Québec, M. Jean Langlois. Ce dernier a en outre révélé que les groupes ont progressivement cédé la place aux individus. Pour la période des Fêtes, la région de Québec accueillera une soixantaine de groupes totalisant quelque 2500 skieurs, selon l'évaluation de M. Langlois.

Ces chiffres corroborent ceux fournis au SOLEIL par le directeur du marketing au Leows Le Concorde, M. Michel Couture. Selon lui, le nombre de jeunes skieurs ontariens et

américains qui débarquent en groupes à Québec, entre Noël et le jour de l'An, est passé de 8000 à moins de 4000 en quatre ans.

MM. Langlois et Couture ont expliqué qu'au fil des ans, les hôteliers de la région ont exploré de nouveaux marchés de skieurs et multiplié les types de forfaits.

Désormais, des hôtels comme le Concorde, le Château Frontenac, le Château Mont-Sainte-Anne et le Roussillon font davantage affaire avec le grossiste américain Fling Vacations, qui dessert 2000 agences au New Jersey, à Washington et à Philadelphie. Ils en font de même avec le grossiste Sports Tours de Toronto.

« Il s'agit surtout d'une clientèle composée de familles ou de jeunes adultes », a précisé M. Langlois.

Les étudiants

Cela ne veut pas dire que les jeunes skieurs ontariens et américains se voient refoulés aux portes de la ville. Aujourd'hui, on en trouve moins dans les grands hôtels du centre-ville et davantage dans les hôtels plus économiques de la banlieue, notamment à Sainte-Foy.

Au cours des sept dernières années, cette jeune clientèle s'était fait une réputation peu enviable. On l'accusait de saccager les chambres d'hôtels, de faire du bruit, bref d'être constamment « sur le party ». Certains établissements ferment désormais leurs portes à ces groupes de joyeux lurons. D'autres continuent de les accueillir sans problème.

Une tournée des hôtels effectuée par LE SOLEIL révèle que des établissements comme le Hilton Québec, le Concorde, le Château Mont-Sainte-Anne et

le Comfort Inn n'acceptent pas les groupes d'étudiants skieurs.

Dans le cas du Château Mont-Sainte-Anne, seulement 28 des 252 chambres sont louées à des groupes. Ce qui n'empêche pas l'établissement de recevoir une clientèle composée à 80 % de skieurs. Au Concorde, les forfaits ski représentent 15 % de la clientèle. Au Roussillon, un groupe de 150 jeunes skieurs occupe présentement 45 des 160 chambres ; la presque totalité des autres chambres sont occupées par des familles de... skieurs.

À l'Auberge des Gouverneurs centre-ville, on continue de se faire accueillant pour les groupes de jeunes ontariens et américains, mais on en reçoit moins qu'auparavant. D'ici au 7 janvier, l'hôtel en recevra 1200 et leur réservera 100 de ses 376 chambres. « Nous avons des critères stricts et ils sont respectés », a commenté le directeur général de l'hôtel, M. Ted Lennon.

Au Quality Inn, de Sainte-

Foy, 650 étudiants ontariens venus skier à Québec occuperont 198 des 204 chambres de l'hôtel, d'ici au 1er janvier. « Nous leur avons passé le message avant même qu'ils ne partent de chez eux. Nous n'avons aucun problème avec eux », a révélé un porte-parole de l'établissement. Même son de cloche à l'hôtel l'Aristocrate, qui réserve actuellement 45 de ses 97 chambres à un groupe de 160 jeunes skieurs de l'Ontario.

Enfin, le Holiday Inn centre-ville a recommencé à recevoir des groupes de jeunes skieurs après avoir vécu une expérience désastreuse, il y a deux ans. Le week-end prochain, 150 des 232 chambres de l'hôtel seront occupées par de jeunes skieurs venus de l'Ontario.

Selon le président de l'Association hôtelière du district de Québec, Jean Langlois, le comportement des groupes de jeunes skieurs se serait grandement amélioré depuis que « les agents de voyages vendent davantage le ski que le party » à Québec.



Quelques-uns des organisateurs entourent une équipe de bénévoles (qu'on reconnaît à leur casquette). Il s'agit, debout à l'arrière, de Michel X. Lavoie, Line Chabot, Yolande Bedard et Jean-Marie de Koninck. Assis, les trois joyeux conducteurs entourent Hélène Gauthier.

Heureuse initiative à Sept-Îles

Programme de sécurité routière unique au Québec, les chauffeurs de taxi de Sept-Îles travailleront dorénavant en tandem pour ramener chez eux les conducteurs éméchés et leurs voitures.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

Ce programme « Un taxi, deux chauffeurs à l'année » a été révélé par la police municipale de Sept-Îles, hier.

« Sept-Îles est la seule région au Québec où un service comme celui-ci va exister officiellement. Au cours de la prochaine année, la Régie de l'assurance automobile aura les yeux sur nous. C'est en quelque sorte un projet pilote », a noté le caporal Régent Bouchard.

Grâce à l'initiative de la police municipale, le programme septilien de rattachement a effectivement reçu l'aval de la régie québécoise. Pour publiciser le programme, l'organisme d'État a d'ailleurs élaboré et imprimé une affiche sur le thème « Pour que la fête continue en toute sécurité ». L'Opération Fée des Étoiles a donné sa bénédiction à l'initiative. Et elle s'est valu l'appui de la société de taxi locale.

Le nouveau programme fonctionnera sur le même modèle que l'Opération Fée des Étoiles de Sept-Îles ou Nez rouge à Québec à la seule différence que les chauffeurs de relève ne seront pas des bénévoles.

L'Opération Fée des Étoiles a obtenu beaucoup de succès cette année. Ses bénévoles ont effectué 732 accompagnements et couvert tout près de 5500 kilomètres.

Ces bénévoles ont accepté les pourboires. Les chauffeurs de taxi utiliseront leurs taximètres.

« Le taxi se rend sur les lieux ; le premier chauffeur reconduit le client et le deuxième s'occupe de ramener le véhicule de ce dernier à son domicile. Évidemment, nous demandons double tarif parce que le deuxième chauffeur perd sa course et la place qu'il occupait dans la zone », a expliqué Rosanne Lemieux, porte-parole de Radio Carillon Taxi.

De l'avis du maire de Sept-Îles, M. Jean-Marc Dion, 10 \$ ou 20 \$ sont bien peu en regard d'une perte de permis de conduire.

Les bourses offertes par Nez rouge attirent à Laval des nageurs canadiens de grand calibre

Les résultats concrets de Nez rouge ? Des nageurs de calibre national choisissent d'étudier à Laval plutôt qu'aux États-Unis puisqu'ils peuvent y recevoir une bourse d'études.

Avant que Nez rouge n'existe, quatre ou cinq nageurs sous la direction de Jean-Marie de Koninck, parmi les meilleurs, optaient chaque année pour les universités américaines, où ils pouvaient obtenir des bourses. « Les bourses de 1500 \$ offertes aux athlètes de niveau national ont changé la situation : il n'y a plus eu aucune « défection ».

Par ailleurs, les athlètes savent également que le Rouge et Or dispose aussi d'argent pour leur offrir des camps d'entraînement, des compétitions, etc. L'objectif de Nez rouge est 150 000 \$ par campagne. Entre 15 et 20 bourses sont décernées, dépendant des années.

Des athlètes de haut niveau rejoignent ainsi le clan du Rouge et Or : Stéphane Hébert, qui entre à Laval en janvier, se rendra aux Jeux du Commonwealth en début d'année ; Yves Guillemette, à l'université depuis un an, est parti pour l'île de La Réunion, pour une compétition internationale avec l'équipe canadienne ; il y a eu Claude Lamy, qui détenait un record canadien au 50 mètres libre mais qui a arrêté de nager.

Chez les dames, il y a Katherine Ward, qui est avec le Rouge et Or depuis trois ans. Et des nageuses de Montréal sont venues se joindre à l'équipe : Annie Ouellet, Annie Mercure et Annie Grandisson, une nageuse originaire du Saguenay. Jean-Marie de Koninck croit que le programme de Nez rouge n'est pas étranger au fait que ces athlètes aient choisi Québec.

Mais où se cachent les nageurs, principaux bénéficiaires du programme ? Généralement sous la mascotte. Ce rôle est plus adapté à leur situation puisqu'il serait difficile pour eux de conduire les clients jusques à 3 h du matin pour aller

Le maire L'Allier perpétuera la tradition du jour de l'An

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, perpétuera la tradition du premier de l'An à nouveau cette année en allant au monastère des Ursulines offrir ses vœux à ces religieuses dont la communauté est établie au Québec depuis le début de la colonie.

M. L'Allier se rendra aussi le 1er janvier à l'archevêché pour communiquer ses meilleurs vœux aux autorités ecclésiastiques avant de se présenter à la Citadelle de Québec où il assistera, à midi, à une messe qui sera chantée au mess des officiers.

Le mercredi 3 janvier, à 9 h, le maire participera à une messe en compagnie des employés de la ville à la chapelle du Petit Séminaire et prononcera par la suite vers 10 h un discours à leur intention à la salle du conseil municipal.

s'entraîner à 6 h. Ils s'impliquent également dans la préparation au début de l'automne : chaque nageur met une heure ou deux par semaine dans le secrétariat de Nez rouge.

Un résultat caché mais non négligeable

Ces athlètes sont bien sûr ceux du Rouge et Or, mais de nombreux clubs sportifs (pas seulement des clubs de natation) profitent des retombées de Nez rouge partout en province, puisque Nez rouge s'est multiplié.

Pour Jean-Marie de Koninck, l'objectif premier à atteindre est de soutenir les athlètes amateurs ; mais il parle également avec chaleur de l'effet de la campagne sur le problème de l'alcool au volant.

« Dans le fond, Nez rouge est populaire parce qu'il parle d'une façon humoristique d'un problème qui a toujours été traité par la répression. Non pas que cette méthode soit à bannir, mais quand la mascotte de Nez rouge passe son message les gens écoutent. L'approche a séduit les gens : l'Opération Nez rouge est en voie de devenir un sport national pour les Québécois ! »

pour les services d'un chauffeur privé

jusqu'au 31 décembre 1989

COMPOSEZ LE 688-8080

entre 18 h et 3 h

CETTE OPÉRATION EST RENDUE POSSIBLE GRÂCE À



Régie de l'assurance automobile du Québec



UNIVERSITÉ LAVAL



LE GROUPE DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES

LE SOLEIL

NOUS SOMMES FIERS D'APPUYER CETTE OPÉRATION



La vice-première ministre Isabelle Voyer en compagnie de Christine Poulin, députée d'arrière-banc, et de Richard Morin, critique de l'opposition en matière familiale.

Le Parlement jeunesse se penche sur quatre projets de loi « controversés »

L'Assemblée nationale a adopté, hier, en deuxième lecture le projet de loi visant à abolir le droit de grève dans le secteur public.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Que les travailleurs de ce secteur se rassurent, cependant. Ils ne risquent pas du tout d'être touchés par cette mesure car c'est le Parlement jeunesse du Québec qui adoptera vraisemblablement la loi en question, demain matin.

Depuis mardi, 80 jeunes de 18 à 25 ans siègent au Salon bleu de l'Assemblée nationale, sur les banquettes occupées habituellement par les véritables élus du peuple. En ce 40^e anniversaire du Parlement jeunesse, quatre projets de loi « controversés » sont soumis à l'étude des députés en herbe.

Outre celui sur le droit de grève dans le secteur public, les projets de loi visent la privatisation d'Hydro-Québec et le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs en matière culturelle. Enfin, le ministre de l'Immigration parraine un projet de loi sur l'immigration sélective visant à pénaliser les ethnies ne respectant pas le proces-

sus de francisation du Québec par une réduction du nombre d'entrées d'immigrants de cette ethnie.

Le débat, hier après-midi, portait justement sur ce projet de loi. Le premier ministre et le président de l'Assemblée ont dû intervenir personnellement car des écarts de conduite se sont produits.

Ainsi, le premier ministre Denis Simard a signalé que des lettres ont été déposées à la chambre du ministre de l'Immigration et que leur contenu a blessé ce dernier. « La limite est dépassée », a dit calmement le premier ministre en demandant aux députés de ne plus « porter atteinte au Parlement ». Quant au président de l'Assemblée, il a reproché à plusieurs parlementaires d'avoir tenu des propos « à la frontière du racisme ».

La vice-PM

Pour Isabelle Voyer, une étudiante en droit à l'université Laval originaire de Jonquière, l'expérience du Parlement jeunesse re-

présente l'occasion de découvrir les rouages de l'Assemblée nationale. Agée de seulement 18 ans, Isabelle n'en est pas moins à sa troisième « session » au Salon bleu. Cette année, elle occupe rien de moins que le poste de vice-première ministre.

Comme toute bonne Saguenéenne, elle a trouvé le moyen de citer sa région en exemple dans son discours en faveur du projet de loi sur l'immigration. Contrairement à ce que plusieurs pourraient penser, les jeunes « députés » ne se passionnent pas tous pour la politique.

Bien sûr, Isabelle est membre d'un parti politique... qu'elle ne veut pas identifier. Même discrétion de la part d'autres jeunes militants. Dans les coulisses, on mentionne toutefois que « c'est un peu plus péquiste que libéral ».

La politique ? Jamais ! Quant à la critique de l'opposition en matière familiale, Richard Morin, un étudiant en droit de Saint-Georges, il reconnaît que sa première expérience, l'an dernier, lui a procuré une « vue d'ensemble différente » et l'a rendu plus compréhensif à l'égard des vrais députés. Lui, cependant, ne fera jamais de politique active, soutient-il.

Ces jeunes ne se signalent pas que par leurs talents oratoires. La diplomatie fait aussi partie de leurs armes. Sans qu'ils fassent l'éloge de ceux qu'ils imitent, pas facile de leur soutirer une critique quelconque du travail de nos élus. En « vieille routière » qu'elle

est, Isabelle Voyer mentionne d'emblée sa crainte d'être « mal interprétée ». Reconnaisante comme ses camarades d'avoir les installations de l'Assemblée nationale à sa disposition, elle mentionne habilement qu'on respecte les députés. « Nous ne voulons blesser personne », dira-t-elle.

« Des papillons dans le ventre »

Quant à Christine Poulin, une étudiante en sciences politiques à l'université Laval et originaire de Tring Jonction, elle en est à sa première expérience au Parlement jeunesse. Elle ne cache pas être considérablement impressionnée : « Quand tu t'assois pour la première fois à ton siège ou que tu prends la parole, c'est quelque chose ! Moi, j'avais des papillons dans le ventre. J'écoutais les autres et je n'en revenais pas de voir à quel point ils sont bons ! »

C'est à la suite d'une première expérience au Parlement jeunesse, paraît-il, qu'on devient membre d'un vrai parti. On peut aussi établir d'intéressants contacts, comme cette « ex-ministre des Communications » devenue attachée politique d'un vrai député et qui agit comme attachée de presse du Parlement jeunesse.

Dans ce salon de la race où un député porte une queue de cheval et où, dans une langue à faire rougir certains de nos élus, on s'exprime abondamment, on note qu'au moins le tiers des députés sont de sexe féminin. Un excellent présage d'avenir, faut-il espérer...

Affaires internationales Ciaccia veut que son ministère soit plus actif sur le plan économique

(PC) — Le titulaire des Affaires internationales est prêt à se donner les outils et les politiques qui pourront faire de son ministère un véritable levier de développement économique pour le Québec.

Né de la fusion des Relations internationales et du Commerce extérieur, le ministère des Affaires internationales est en mesure de devenir un ministère vraiment opérationnel, un acteur plus important et plus actif, a indiqué M. John Ciaccia.

Titulaire des Affaires internationales depuis octobre, M. Ciaccia croit en effet que ce ministère, 18 mois après sa naissance, est mûr pour passer à une autre étape. Maintenant que les problèmes d'organisation et de structure sont digérés, ce ministère doit se donner, a-t-il dit, une vraie politique internationale.

Le ministère des Affaires internationales a été créé, a rappelé M. Ciaccia, pour faire en sorte qu'il n'y ait au gouvernement du Québec qu'un seul porte-parole international. Pendant des années, il y avait une multitude d'acteurs, depuis les Affaires culturelles jusqu'à l'Industrie et Commerce, qui agissaient chacun de leur côté. Maintenant que le Québec parle d'une seule voix, il doit se définir un message cohérent, a-t-il expliqué.

L'objectif que fixe M. Ciaccia pour les prochains mois à son ministère est de définir une politique d'ensemble. Tous devront y contribuer. Les 12 ministères concernés tels l'Immigration, les Affaires culturelles, l'Industrie, Commerce et Technologie, les Finances mais aussi le secteur privé.

La politique internationale du Québec doit se définir en partenariat car, dit M. Ciaccia, il est capital pour le Québec d'avoir une « approche globale » qui harmonise les objectifs de chacun pour tenter d'obtenir de l'action internationale du Québec un effet multiplicateur.

La participation des ministères à la définition de cette politique se fera par le comité interministériel des Affaires internationales et, dans le cas des organismes non-gouvernementaux, par l'entremise d'un comité consultatif que M. Ciaccia entend créer.

Cette politique s'articulera autour de sept domaines d'intervention : économie, science

et technologie, culture et communications, ressources humaines immigration, enseignement, questions sociales et environnementales, rayonnement du Québec, relations intergouvernementales.

L'intérêt d'une « approche globale » est de faire en sorte de ne rien négliger, ni le secteur politique, ni le secteur culturel, souligne le ministre qui assure que l'aspect culturel ne se retrouvera pas uniquement dans les interventions à l'intérieur de la francophonie. Cette dimension devra être présente partout car cela définit pour une large partie l'image que le Québec veut projeter à l'étranger.

Le Québec « société distincte » sera présent dans ce message, note-t-il, non sans souligner que l'identité culturelle du Québec sera renforcée par une présence de plus en plus forte à l'étranger. Et pour M. Ciaccia, il est clair que cette présence sera renforcée et non pas diminuée.

Les bouleversements qui surviennent en Europe de l'Est indiquent que ce n'est surtout pas le temps de diminuer l'efficacité de la délégation du Québec à Dusseldorf, dit le ministre qui est en train de réévaluer la pertinence de chacune des délégations, insistant toutefois davantage sur ce qui pourrait être ajouté, souligne-t-il, que sur ce qui pourrait être retranché.

L'Europe constitue à bien des égards un défi que le Québec peut relever, croit le ministre qui fait le pari que si le Québec exporte déjà pour trois milliards \$ en Europe, il peut faire plus.

Un récent voyage en Allemagne fait croire à M. Ciaccia qu'il ne s'agit que de multiplier les efforts. « Ou étiez-vous pendant tout ce temps? », lui a dit un industriel allemand, raconte-t-il.

La France demeure aussi une cible importante. Il y a un déficit commercial de 500 millions \$ qu'il faut combler, note-t-il en affirmant que le prochain délégué du Québec en France devra avoir une compétence en économie.



ST-SYLVESTRE BUFFET GASTRONOMIQUE

- Choix de hors-d'oeuvre
- Bar à salades
- Pièces montées
- Coupe de viande en salle
- Fesse de boeuf et son jus
- Plats chauds et froids
- Dessert - thé, café

25 \$/personne

MUSIQUE ET DANSE AVEC LUIZ ORTIZ

BRUNCH JOUR DE L'AN
GASTRONOMIQUE

19,95 \$/adulte 1/2 prix
enfants 12 ans et moins

MUSIQUE ET DANSE AVEC LUIZ ORTIZ

N'OUBLIEZ PAS
SOUPERS DANSANTS

avec la musique de LUIZ ORTIZ
à compter de 18h30 du mercredi au samedi
ainsi qu'un

BRUNCH du DIMANCHE
à partir de 11h

800, Place d'Youville
Stationnement gratuit à Place d'Youville

694-0333



Venez y vivre l'arrivée de la dernière
décennie du 20^e siècle, le dimanche
31 décembre à partir de 20h.

Vous y trouverez, dans un cadre féérique:

Une ambiance chaleureuse

Une surprise royale

Un superbe dîner gastronomique

Spectacle et danse jusqu'à 2h
avec JANET JONES

Les frivolités

Voilà comment célébrer la Saint-Sylvestre!

70 \$ par personne, taxe et service inclus

BRUNCH JOUR DE L'AN

Lundi 1^{er} janvier de
10h30 à 14h
22 \$/adultes 13 \$/enfants moins
de 10 ans

BUFFET DÎNER 1990

Lundi 1^{er} janvier de
18h à 21h30
27 \$/adultes 18 \$/enfants moins
de 10 ans

99, chemin Tour-du-Lac Lac-Beauport
Réservations: 849-4461

GRAND SPÉCIAL DU TEMPS DES FÊTES 28 ET 29 DÉCEMBRE

AUCUN INTÉRÊT

PREMIER VERSEMENT AU PRINTEMPS 3 MOIS SANS INTÉRÊT*

STANZA DLX 1990 ST-1690 prix suggéré 16 840 \$ SPÉCIAL 15 275 \$ transport et préparation inclus

SENTRA 1990 4 portes DLX ST-1602 prix suggéré 13 740 \$ SPÉCIAL 11 240 \$ transport et préparation inclus

CAMION KING CAB 1990 ST-1725 prix suggéré 12 550 \$ SPÉCIAL 10 900 \$ transport et préparation inclus

AXXESS 1990 ST-1687 prix suggéré 18 740 \$ SPÉCIAL 16 875 \$ transport et préparation inclus

* sujet à approbation bancaire, sur véhicules en inventaire. LOCATION LONG TERME

Ste1Foy NISSAN

Concessionnaire recommandé par CAA

2060, boul. Charest Ouest
681-7371

L'état des négos entre les entrepreneurs en construction et les syndicats inquiète Séguin

L'état des négociations entre l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et les centrales syndicales représentant les 100 000 travailleurs de l'industrie de la construction inquiète le ministre du Travail, M. Yves Séguin. Si un règlement tarde, le ministre n'attendra pas la fin du décret, le 30 avril, pour intervenir.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

« Le renouvellement du décret régissant les conditions de travail des travailleurs de la construction constitue une négociation importante au Québec, puisque cette industrie est le moteur de notre économie surtout en période estivale », a souligné M. Séguin, lors d'une entrevue accordée au SOLEIL.

Les négociations entreprises à

a pris fin par l'imposition d'un décret par le gouvernement ou par sa prolongation, plutôt que par une véritable entente négociée entre les deux parties.

Cette année, comme par le passé, l'AECQ et les organisations syndicales soutiennent qu'elles visent un règlement négocié. « Nous voulons une véritable négociation et non pas une bâclée à la dernière minute au bureau du ministre », affirme le coordonnateur de la négociation à la CSN-construction, M. Jean-Noël Bilodeau.

Les syndicats ont déposé leurs demandes en juillet, mais celles-ci n'ont pas fait encore l'objet de négociation. Les priorités des salariés sont un régime de sécurité du revenu (revenu supplémentaire

aux prestations d'assurance-chômage), la retraite à 55 ans et des augmentations de salaire.

Selon le directeur général de l'AECQ, M. Michel Dion, l'automne a permis de compléter la phase exploratoire. C'est en janvier que débiteront de réelles négociations. Le directeur ne cache pas que l'AECQ attendra en février les recommandations de la commission Picard-Sexton, sur la stabilisation de l'emploi et du revenu dans l'industrie de la construction, avant d'aborder les clauses salariales. « Nous ne pouvons toucher aux clauses pécuniaires sans savoir ce qui nous pend au-dessus de la tête, dit M. Dion. Chose certaine, ajoute-t-il, les employeurs refuseront de se faire imposer un régime de sécurité du revenu comme le proposent les organisations syndicales. » Pour l'AECQ, il existe d'autres moyens pour stabiliser les revenus des travailleurs de la construction.

Par ailleurs, les syndiqués ont déjà commencé des moyens de pression sur les chantiers pour faire valoir leurs revendications. « Rien d'illégal, précise M. Yves Paré, directeur de la FTQ-construction. Nous respectons tout simplement intégralement le décret et refusons de faire des heures supplémentaires de travail. » Par ces actions, la FTQ, la CSN et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction veulent faire pression auprès des employeurs pour que ceux-ci poussent l'AECQ à négocier sérieusement. M. Paré ne cache pas que les moyens de pression risquent d'être plus nombreux en mars et en avril.

l'automne entre l'AECQ et la coalition formée de la FTQ, de la CSN et du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction apparaissent peu encourageantes au ministre qui songe déjà à proposer un conciliateur aux parties, comme il l'a fait l'an dernier.

Depuis 15 ans, rappelle M. Séguin, les négociations se sont toujours révélées ardues entre les associations patronale et syndicale. « C'est un milieu qui n'a pas froid aux yeux. » Plus souvent qu'autrement, le processus de négociation

1989 a été le miroir de la décennie (Larose)

Trois grandes secousses ont ébranlé la dernière décennie, estime le président de la CSN, M. Gérard Larose.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

Faisant hier une rétrospective de la décennie 80, le dirigeant syndical a identifié l'échec référendaire qui a remué le mouvement nationaliste au Québec, la crise économique qui a dégradé les conditions économiques et salariales et affecté considérablement la capacité de payer des gouvernements et l'attaque en règle de l'infrastructure des services publics par l'imposition de décrets plutôt que par la négociation d'un contrat de travail, comme les principaux sou-

bresauts des dix dernières années. Selon M. Larose, 1989 a tout simplement été le miroir de la décennie 80.

S'il précise que les deux dernières décennies n'ont pas été faciles pour la CSN qui a vécu une scission dans ses rangs et la perte de 90 000 membres, le dirigeant syndical estime que celle qui s'achève a été la plus grave parce que le mouvement n'a pas réussi à maintenir les droits des travailleurs. La non reconnaissance du syndicat des employés du Manoir Richelieu, lors de l'achat de l'établissement hôtelier par l'homme

d'affaires Raymond Malenfant, est pour lui un événement fort pénible. En dépit de l'intimidation, de la violence et de l'infiltration, M. Larose estime néanmoins que cette lutte de quatre ans a été une très belle expérience de solidarité dont les résultats ne peuvent être sentis dans l'immédiat.

L'intérêt populaire porté sur l'environnement, la victoire de Chantal Daigle en matière d'avortement, l'avancement des femmes par le biais des programmes d'accès à l'égalité et par la loi sur le patrimoine familial et l'émergence d'un nouveau patronat aux approches plus sociales que réactionnaires, sont pour le président de la CSN des indices d'une mutation sociale.

LE 31 POUR HOMME



les valeurs exclusives du 31...

NOS CHEMISES PUR COTON OXFORD

29.95
rég. 55.00



optez pour la qualité d'une chemise habillée en pur coton à tissage oxford, plus serré, plus résistant en version unie ou à rayures banquier, col régulier ou boutonné, fines coutures doubles, pli au dos, couleurs unies: blanc ou bleu, rayures en bleu ou vert sur blanc, 14½ à 16½.

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC



Alain
BOUCHARD

La décennie de la réparation...

Ceci n'est ni un conte de Noël ni un conte du jour de l'An. C'est un conte de fin de décennie et de début de fin de millénaire. Et il est rigoureusement authentique.

Gaïa (mot grec) est une planète, appelée Terre en français, et aussi le nom d'un enfant sorti de l'imaginaire d'un poète. Une planète et un enfant sur le sort desquels plein de monde pleure de plus en plus toutes sortes de larmes, y compris, bien sûr, des larmes de crocodile.

Sur le sommet d'une montagne, à L'Anse Saint-Jean, P.Q., un jeune musicien-poète-écologiste du nom de Jean Hudon décide un jour d'organiser un Concert pour la Terre, afin de sauver Gaïa; ou tout au moins de contribuer à la sauver. Les gens du village, au bas de la montagne, se marrent bien de ce petit homme pâle à queue-de-cheval qui cultive ses framboises, ses concombres et ses tournesols d'une main et qui joue de l'ordinateur, de la guitare électrique et du synthétiseur de l'autre. Mais lui, un jour, sur une plage, a tout à coup ressenti une très forte pulsion, une dictée en fait, qu'il a retranscrite dans un petit livre bleu intitulé *L'Enfant Immortel*. Et il décide de tendre et de prendre la main de ceux qui la lui prendraient et la lui tendraient, fussent-ils de très, très loin comme du Japon ou de très, très proche, comme quelques voisins du sommet de sa montagne, à L'Anse Saint-Jean.

Ainsi, par ordinateur, par téléphone et par courrier postal, il se met à entrer en contact avec toutes sortes de gens de la planète, préoccupés comme lui du sort de Gaïa, et surtout intéressés à travailler à un même projet commun de *Concert pour la Terre*. En même temps, il compose une pièce musicale thème du projet et se met aussi à bâtir un scénario de court métrage devant être projeté mondialement lors du fameux soir, fixé au 31 décembre 1989, à minuit. Pourquoi ce moment? Parce qu'on sera alors exactement 10 ans avant l'an 2000, 10 ans avant le troisième millénaire. Et qu'on amorcera ce que Jean Hudon et les siens appellent la *Décennie de la réparation* (de l'environnement).

Voici comment Jean Hudon décrit ce que voudra être *Le Concert pour la Terre*, avec point central de diffusion au Madison Square Garden de New York: un événement mondial pour célébrer notre unité, rappeler notre responsabilité de protéger la Vie sur Terre et mobiliser la participation du public, des corporations et des gouvernements dans un ultime effort pour stopper la dégradation de notre héritage commun: la merveilleuse planète bleue, la Terre.

Une retransmission en direct de 12 heures de performances d'artistes en provenance de plus de 12 points du globe, chantant dans leur propre langue les espoirs, les rêves et les visions d'un monde meilleur, un monde d'équité, de partage et de compassion, un monde où nous serons tous attentifs aux besoins de tous.

Un programme unique intégrant les connaissances les plus avancées sur notre Berceau de Vie commun et les dernières découvertes sur la situation de crise globale de notre environnement. Une expérience éducative avec un court métrage et divers vidéos sur les crises globales et les solutions mises en pratique.

Jean Hudon et son équipe parlent de grande chaîne humaine, de millions de personnes qui allumeront leur bougie en même temps par-delà les océans et les décalages horaires, de l'irrésistible force de l'énergie humaine, quand elle sait se multiplier et converger vers un seul et même but.

Une magistrale pulsion d'intérêt nouveau en même temps qu'une soudaine entrée de fonds accompagnent un drame écologique local qui survient dans un bourg du Québec appelé Saint-Basile-de-Grand. Au point où les écologistes sont presque accusés d'applaudir secrètement l'incident...

Puis la poussière retombe. Le temps passe. Des entreprises et institutions qui ont commencé par dire « oui, ça nous intéresse » posent de plus en plus de questions sur le fameux concert: « Qu'est-ce que ça va nous rapporter au juste? Va pour l'écologie, mais on ne fait pas la charité, nous autres; on veut de l'exposure ».

De sorte qu'arrive décembre et l'inévitable fatalité que Gaïa n'aura pas sa grande fête le 31. Des petites, une douzaine à peu près, à Berlin notamment. Mais pas la grande sauterie planétaire diffusée sur tous les écrans de télévision du monde, comme le voulait Jean Hudon. Et *Le Concert pour la Terre* est reporté au 21 avril 1990, la veille de *La Journée de la Terre*, décrété de par le monde entier.

Ironie du sort, un ministre québécois d'origine « industrielle », du nom de Pierre Paradis, catapulté spectaculairement à l'Environnement, finit l'année 1989 en se mettant à dire lui-même en d'autres mots ce que Jean Hudon dit depuis longtemps en ces mots-là: « Le ministère de l'Environnement du Québec est un ministère de relations publiques, rien de plus! » Le ministre, lui, a dit: on n'a pas de moyen, pas d'argent et pas assez de monde.

« Ça n'a pas de sens de ne pas trouver un demi-million pour sauver la terre... » déplore Jean Hudon.

Et il sait que plein de gens vont dire qu'ils avaient eu raison de ne pas croire en lui, qu'il n'est rien de plus qu'un autre illuminé de la planète. Mais il jure que personne n'arrivera à le rendre honteux de l'échec ou du demi-échec d'après-demain, dimanche.

« Ce qui me chagrine le plus, dit-il, c'est que je serai sur ma montagne, le soir du 31, plutôt que sur place de l'un des 12 concerts locaux qui vont quand même avoir lieu. Quant au reste, j'ai envie de dire: que celui qui n'a jamais péché me lance la première pierre. S'il y en a qui pensent pouvoir faire mieux, qu'ils s'essayent! »

Là-dessus, il verse une larme.

Le ministre Paradis aussi.

Et Gaïa, deux.

...

Je ne voulais pas tomber dans le chiché des vœux, mais Pierre Jobin (poète-animateur culturel-etc.) et feu Jacques Brel m'y aiment malgré moi. Brel, parce qu'il a écrit ce qui suit: et Jobin, parce qu'il a su le reproduire dans la carte qu'il m'a envoyée, en même temps qu'à d'autres:

«... Le seul fait de rêver est déjà très important.

Je vous souhaite des rêves à n'en plus finir et l'envie furieuse d'en réaliser quelques-uns.

Je vous souhaite d'aimer ce qu'il faut aimer et d'oublier ce qu'il faut oublier.

Je vous souhaite des passions.

Je vous souhaite des silences.

Je vous souhaite des chants d'oiseaux au réveil et des rires d'enfants.

Je vous souhaite de résister à l'enlèvement, à l'indifférence, aux vertus négatives de notre époque.

Je vous souhaite surtout d'être vous. »

Moi aussi.

EDITORIAL

Un dilemme permanent

Les dirigeants des villes et MRC de la Rive-Sud cherchent la solution définitive aux problèmes de circulation entre le sud et le nord. Ils ne sont malheureusement pas des magiciens.

L'engorgement aux heures de pointe sur les deux ponts, (Québec et Pierre-Laporte), est inhérent au mode de peuplement pratiqué par toutes les grandes agglomérations urbaines du monde depuis au moins un siècle, celle de Québec ne faisant pas exception. Il se répétera à l'infini.

Ajouter un pont ici, un tunnel là n'a jamais réglé la question. Les exemples abondent: New York, Washington, Houston, Los Angeles, Montréal, etc.

Les députés Denise Carrier-Perreault et Gabriel Fontaine voient une menace à la croissance future de leur région. Ils ont raison. Nombreux pourraient être ceux qui hésiteront à s'y établir à cause de l'obligation d'emprunter quotidiennement les ponts. On peut même se demander si cette réaction négative ne serait pas souhaitable.

Le développement urbain actuel est absurde. Le rationaliser exigera bien des efforts et surtout de la persévérance.

La fiscalité, le coût moindre des services, les terrains boisés, attirent les nouveaux citoyens. Ces motifs s'avéreront faux dans quelque temps mais pour l'instant le tableau demeure idyllique. Et nombreux sont ceux qui s'y laissent prendre. La population de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière a plus que doublé ces derniers quinze ans.

Tout au plus pourrait-on essayer de rendre l'étalement urbain moins dommageable pour l'ensemble de la grande région de Québec.

Les élus de la Rive-Sud pensent que l'implantation de services gouvernementaux, la création d'un centre de formation collégiale à Charny et la venue d'une université à Lévis-Lauzon retiendraient la population locale dans la région et contribueraient à réduire l'engorgement des ponts en direction de Sainte-Foy et de Québec.

Ces projets se justifient en soi. Ils ne sont pas la panacée qui guérira des embouteillages sur les ponts.

L'étalement urbain est un problème d'une ampleur telle qu'il faut le voir autrement qu'à travers le problème de circulation routière dont il est la principale cause.

Il faut l'évaluer globalement. Par exemple, voir si on ne pourrait pas doter la grande région de Québec d'un mode de transport en commun plus performant et mieux adapté à nos besoins, rendre l'automobile moins essentielle et optimiser les services existants comme les traversiers. Évaluer aussi toutes les possibilités qui permettraient la création d'emplois sur la rive sud sans avoir à les importer de la rive nord. L'incitation à s'y établir sans pouvoir procurer des emplois suffisants aggrave les choses.

L'étalement urbain contribue généralement à dépeupler le cœur d'une agglomération qu'il affaiblit au point où il risque d'en changer la vocation. Le centre n'est plus alors une « vraie » ville mais un milieu vide et dégradé sans plus aucune vocation particulière. Il en résulte que la population installée en zone périphérique doit migrer matin et soir pour trouver sa subsistance, que l'usage de l'automobile devient impératif comme les investissements exorbitants pour des infrastructures de transport, routes et ponts.

Dans la région de Québec, l'établissement d'un sens unique aux heures de pointes contribuerait à atténuer la situation pendant un certain temps. Par contre la mesure deviendrait vite un encouragement à poursuivre et voire même à accélérer l'étalement. Faudrait-il alors contenir l'établissement de la population sur la rive sud? L'élu qui proposerait une telle avenue courrait directement au suicide politique.

Restent donc les palliatifs techniques. Ils peuvent amoindrir momentanément les inconvénients qui se remettent aussitôt à croître. Seul le retour dans les centres-villes pourrait corriger cette situation absurde.

RAYMOND GAGNÉ

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDÉditeur adjoint et rédacteur en chef:
CLAUDE GRAVELDirecteur de l'information:
DENIS ANGERSVice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULINDirecteur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSON

Reprise

Point de vue

Un leurre que le développement durable?

par NORMAND BERGERON

Le plus grand défi que nous aurons à relever au cours des 30 prochaines années demeure incontestablement la gestion de nos ressources énergétiques. À l'heure actuelle, il n'y a sur la planète aucune source d'énergie unique, ni même de combinaison de sources fiables, sûres et non polluantes. C'est ce constat qui est en partie à l'origine du développement durable, concept qui nous amène à répondre aux besoins du présent mais sans hypothéquer notre avenir ou celui de nos enfants.

Selon la prestigieuse Commission mondiale sur l'environnement et le développement, il n'y a que la conservation de l'énergie qui nous permette d'aspirer au développement durable. Toute autre stratégie serait vouée à l'échec... Or le Canada détient le titre peu enviable du pays le plus énergivore au monde. Selon M. Amory Lovins, du Rocky Mountain Institute, le véritable trésor énergétique du Québec ne se trouve pas dans le harnachement des rivières du Nord mais plutôt dans le fort potentiel d'économie d'énergie que nous possédons... Les économies d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique sont les nouveaux gisements qu'il nous faudra désormais exploiter. Ainsi la

conversion systématique de toutes les ampoules incandescentes par des ampoules fluorescentes nous permettrait du jour au lendemain d'économiser 6 % de l'énergie totale consommée au Canada. Une ampoule fluorescente de 18 watts fournit la même quantité de lumière qu'une ampoule incandescente de 75 watts. On a même calculé que cette conversion permettrait d'économiser 10 000 \$ par année dans un immeuble de 15 étages à New York.

La commission, présidée par Mme Brundtland, demande aux gouvernements des pays industrialisés de promouvoir les économies d'énergie en appuyant la recherche sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement de sources renouvelables d'énergie. Au Québec le ministère de l'Énergie et des Ressources consacre seulement 1 % de son budget aux économies d'énergie. Au fédéral, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour sa part s'abre d'une façon scandaleuse et pour le moins déroutante dans son double programme d'économie d'énergie et de recherche de sources énergétiques renouvelables. Ainsi, on y investissait 500 millions \$ en 1984 comparativement à 30 millions \$, cinq ans plus tard.

Lorsque l'on remonte la filière énergétique de l'automobile, on se rend rapidement compte que l'on est en présence d'un fleau en-

vironnemental sans précédent. Non seulement le parc automobile pollue-t-il nos villes, mais il est aussi responsable d'une consommation massive des ressources et de la pollution que l'extraction et le traitement de ces dernières génèrent. Ainsi 60 % du caoutchouc, 35 % du zinc, 20 % de l'acier, 10 % de l'aluminium et 7 % du cuivre produits mondialement servent à la fabrication des automobiles... Toute stratégie de rationalisation de la consommation énergétique fondée sur le développement durable devrait tenir compte évidemment de cette réalité. Or les 200 pages de présentation du « plan de transport Côté », déposé en automne 1988, n'aborde aucunement les questions liées à l'énergie, la pollution ou l'environnement. Où était le ministre des Transports quand Mme Brundtland s'est amenée au pays?

La rationalisation de la consommation énergétique devrait nous amener aussi à étudier de très près tous les grands projets de développement et plus particulièrement les projets de construction et de modernisation d'alumineries... Si le gouvernement veut être cohérent avec son virage vert et satisfaire aux exigences du développement durable, il n'a pas d'autres choix.

Selon les prévisions d'Hydro-Québec, la demande énergétique québécoise sera augmentée de

40 % en 2006 par rapport au niveau de 1986. La société d'État croit aussi que la demande en énergie fossile grimpera de 33 % pour la même période. Selon la Commission mondiale, le monde a la possibilité de produire le même niveau de services en utilisant la moitié de l'énergie primaire utilisée à l'heure actuelle... Le défi que nous propose le développement durable est de taille. Par conséquent, la volonté d'action au niveau politique doit obligatoirement se traduire par des signes de dollars et le discours politique le plus enflammé n'a de sens que s'il annonce des changements véritables... En dollars constants, de 1983 à 1989 le budget fédéral destiné au ministère de l'Environnement est passé de 704 à 703 millions \$, ce qui représente 0,6 % du budget global et on veut nous laisser croire que les gouvernements ont pris le virage écologique.

Tant et aussi longtemps que le gouvernement n'accordera pas, pour l'ensemble de ses politiques, la priorité aux améliorations de l'efficacité énergétique et à la réduction de la consommation d'énergie, le développement durable demeurera un leurre.

M. Bergeron est vice-président de l'Association québécoise de lutte contre les pluies acides (AQLPA).

Votre Opinion

Une hypothèse

Comment présenter un désastre total comme une bénédiction? Si on prend l'exemple du traitement des résultats de l'accord de libre-échange dans Le Soleil, trois éléments semblent essentiels.

D'abord, présenter les proclamations politiques comme des faits. Samedi dernier, le 16 décembre, un article a paru sur la première page de la section économique: « Résultats satisfaisants pour la première année de libre-échange ». C'était seulement après avoir lu quelques paragraphes que la lecture a rendu compte que cette grande manchette n'était que des rêveries de Derek Burney, l'ambassadeur canadien aux États-Unis.

Deuxièmement, mettre l'accent sur les possibilités (toutes très positives) pour l'avenir. La mise en garde de Burney « contre la tentation facile de rendre l'accord de libre-échange responsable de tous les maux de l'économie canadienne » est suivi par l'annonce que 12 entreprises « ont pris de l'expansion ou prévoient le faire à cause de l'entrée en vigueur du traité ». En bref, l'accord est responsable pour les avancées prévues de quelques entreprises, mais pas pour le déclin

réel d'un nombre croissant d'entreprises.

Cette deuxième caractéristique était très évidente dans l'édition du SOLEIL du 25 février 1989. Sur la première page, pour trois jours en ligne, un article a parlé de bénéfices possibles avec l'entrée en vigueur de l'accord; cet article beaucoup plus révélateur de la réalité du libre-échange était enterré en page B-2: « le département américain du Commerce a imposé des droits de 103 % sur les importations de rails d'acier de la société Sydney Steel ».

Troisièmement, éviter la mention des statistiques (toutes négatives). Le gouvernement ne parle plus de ses prédictions pour les gains économiques faits pendant l'élection; il ne peut pas parce que les chiffres démontrent le désastre. Selon le Conseil du travail canadien, le libre-échange est « responsable, directement ou indirectement, de la perte d'au moins 55 000 emplois ». L'économie a eu le taux de croissance le plus faible depuis 1986 au cours du deuxième trimestre de 1989. L'avantage dans la balance des paiements avec les États-Unis a rapidement disparu: en septembre « le Canada a connu la pire situation de son histoire au titre

de la balance des paiements » (Conseil canadien). Le gouvernement coupe les programmes sociaux (pour 155 000 chômeurs) pour plier devant les prétentions américaines qu'ils reçoivent des subventions injustifiées, pendant que les Américains continuent leurs actions protectionnistes (sur le porc, le poisson cru, le blé, les produits laitiers, etc.). (...)

John MacFarlane
Québec

Hum...! Hum...!

Pour celles et ceux qui considèrent le geste posé le 6 décembre 1989 à l'École polytechnique de Montréal, comme un geste isolé, permettez-moi d'émettre mes réserves.

Tous les jours, les femmes sont confrontées à cette violence et beaucoup d'exemples pourraient être cités: violence conjugale, viols, meurtres... Ce n'est que le nombre de femmes atteintes par un même individu qui change.

À travers toutes ces formes de violence que je condamne, il en est une que je ne peux supporter: celle de nos élus. Et je m'explique.

Le déroulement de la négociation dans la fonction publique

est très éloquent. Par son attitude entêtée et autocratique le ministre de la Santé et Sécurité sociale, Marc-Yvan Côté dans l'application de la loi 160, est l'empire du champion en ce qui regarde le nombre de femmes victimes par un même « tireur fou ».

À prime abord cette opinion peut vous paraître absurde mais lorsque l'on fait un parallèle entre « le fou de la Polytechnique » et le responsable du MSSS il existe des similitudes de fond.

Premièrement, « les deux fous » s'attaquent directement aux femmes, puisque 70 % des employées touchées par la loi 160 sont des femmes et 95 % si on parle des infirmières.

Deuxièmement, « les deux fous » veulent faire peur aux femmes qui se battent pour l'équité de sorte que celles-ci renouent le « pas » c'est-à-dire le rôle social depuis longtemps dévolu aux femmes.

Troisièmement, « les deux fous » se servent du pouvoir qu'ils ont. L'un se sert d'une arme plus radicale: la carabine, et l'autre se sert d'une arme hypocrite: la loi.

Vous comprendrez sûrement comment il m'est répugnant de voir Marc-Yvan Côté et le gou-

vernement Bourassa déplorer la violence faite aux femmes dans un événement tel celui de la polytechnique et se retourner vers ses travailleuses pour perpétuer publiquement cette même violence par les mesures répressives de la loi 160.

Combien de temps nous faudra-t-il encore supporter ces « tireurs fou »?

Andrée Lacasse
Rimouski

Un mirage...?

Plus de 700 enfants handicapés au Québec se voient refuser l'intégration dans leur école régulière de quartier.

Depuis toujours, les enfants handicapés sont lésés dans leurs droits fondamentaux en se faisant refuser l'intégration dans leur école régulière de quartier et ce, par manque de ressources et de bonne volonté. L'Association du Québec pour l'intégration sociale mène depuis près de quatre mois et demi, une action d'envergure nationale ayant comme objectif l'adoption d'une politique globale d'intégration scolaire.

Aujourd'hui, le Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches au nom de ses

11 associations membres tient à souligner qu'il soutient l'action menée par l'association du Québec pour l'intégration sociale des personnes handicapées en faveur de l'intégration scolaire de tous les enfants handicapés.

Par le fait même, le regroupement des Associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches a demandé à M. Claude Ryan, ministre de l'Éducation du Québec, d'établir et de diffuser une véritable politique d'intégration des enfants handicapés dans la classe régulière de l'école de quartier. Cette politique devant tenir compte de l'ensemble des mesures financières, administratives, de soutien pédagogique et d'assistance physique, de perfectionnement du personnel, de concertation avec les organismes du milieu auxquelles les mesures doivent être mises en place par les commissions scolaires du Québec pour accueillir à l'école régulière du quartier, sans aucune discrimination, tous les enfants handicapés et ce, dès le mois de septembre 1990. Nos fils et nos filles ont des droits, il faut les respecter.

Michel Lemay, président Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches.

Trois mois après sa création par Ottawa

Le registre des « lobbyistes » compte moins de 2500 noms

MONTREAL (PC) — Trois mois après sa création, le registre officiel des lobbyistes du gouvernement du Canada compte moins de 2500 noms, mais il y en aurait en réalité plus de 10 000.

Depuis le 30 septembre, en effet, toute personne qui fait, moyennant des honoraires, du lobbying auprès du gouvernement fédéral, est tenue de s'inscrire au registre, mais il n'existe aucun relevé du nombre exact de lobbyistes professionnels au Canada. Surtout que la loi qui régit l'enregistrement des lobbyistes définit ainsi le lobbying: l'acte de communiquer avec un haut fonctionnaire ou un politicien pour fins d'influencer une politique, une loi, un règlement, une subvention ou un contrat.

Ce sont des anciens associés du cabinet du premier ministre Brian Mulroney, des proches du Parti conservateur fédéral et d'ex-ministres de l'époque Trudeau qui dominent la liste actuelle. À titre d'exemple, Fred Doucet, l'ancien chef de cabinet du premier ministre Mulroney, monopolise, avec son frère Gerry, deux pages complètes du nouveau registre. Frank

Moore, ancien premier ministre conservateur de Terre-Neuve, les suit de près. Il compte plus de 30 clients à son nom dont la pharmaceutique Upjohn, la Saint-Johns Shipbuilding, grande gagnante à la loterie des fréquences, et Iron Ore, l'ancienne compagnie de son ami Brian Mulroney.

Harry Near, directeur de campagne du Parti conservateur en 1988, a inscrit 14 clients dont plusieurs dans le secteur pétro-chimique: Polysar et Foothills Pipelines sont de ceux-là.

Bill Neville qui a dirigé le cabinet de Joe Clark avant de faire partie de l'organisation électorale de Brian Mulroney se retrouve avec 17 clients à son nom dont le lobby du tabac, l'Institut Mérieux, nouveau propriétaire des laboratoires Connaught, et American Express.

Pierre Fortier, anciennement directeur du Parti conservateur représente, entre autres, dans la capitale fédérale des intérêts amé-

ricains comme American Airlines, ATT et Imperial Oil.

Les négociateurs canadiens du traité de libre-échange avec les Etats-Unis se sont également recyclés dans le lobbying.

Simon Reisman, négociateur en chef du Canada, vend maintenant ses bons offices à des compagnies comme Ranger Oil et Beatrice Food.

Gordon Ritchie, son ancien bras droit, a récolté des contrats de Télémedia, du Conseil des industries forestières canadiennes, de Bombardier et de Southam.

Ron Atkey, ex-ministre conservateur et jusqu'à tout récemment président du comité de surveillance du SCRS, veille actuellement au grain à Ottawa pour Amway, Warner Home Video et British Gas.

Et même de simples députés comme le conservateur David Daubney, battu dans la région d'Ottawa aux dernières élections, hante encore la colline, mais pour le compte de Bell International.

De tous les libéraux en vue, c'est Francis Fox, président du PLC-Québec, qui est le plus actif

auprès du gouvernement fédéral. Selon le registre, il compte 39 clients à son nom dont les grands de l'industrie pharmaceutique comme Merck Frosst, Upjohn, Squibb. Mais il est loin d'être le seul ancien des banquettes libérales à figurer au registre. D'anciens collègues comme les ontariens Doug Frith et Jean-Jacques Blais y sont également. Tous ces familiers des corridors du pouvoir fédéral font partie de la première catégorie de lobbyistes que prévoit la loi, à savoir ceux qui sont engagés à contrat pour exercer du lobbying auprès du gouvernement. A ce titre, ils sont tenus de fournir leur adresse et numéro de téléphone, ceux de leurs clients et l'objet du lobbying.

La loi crée une autre catégorie réservée au dirigeant ou employé d'une entreprise qui a notamment

comme fonction de faire du lobbying pour sa compagnie.

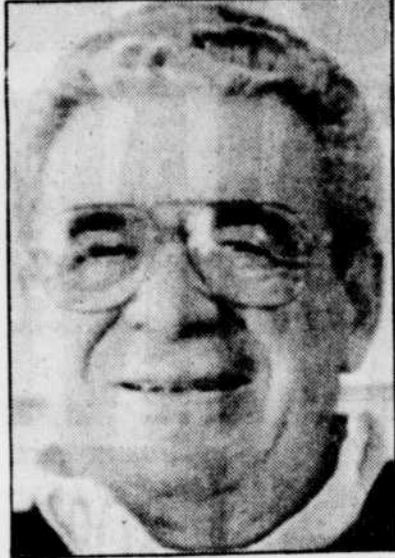
Les obligations de ce deuxième groupe se limitent à fournir annuellement des « coordonnées ».

La loi prévoit des amendes

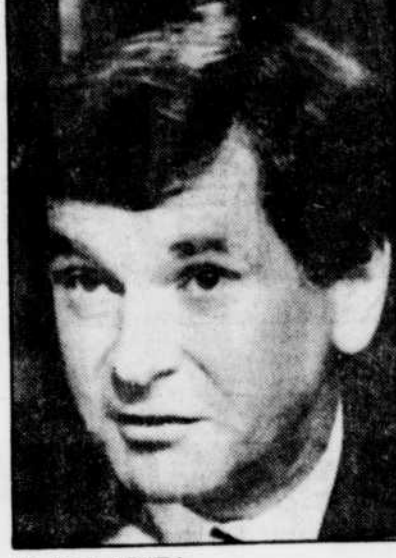
pouvant aller jusqu'à 100 000 \$ pour les lobbyistes qui omettraient de s'inscrire. Le gouvernement fédéral ne dispose cependant d'aucun mécanisme pour identifier les fautifs.



M. Frank MOORES



M. Simon REISMAN



M. Ron ATKEY

RESTAURANT
Le Vendôme

31 décembre
SAINT-SYLVESTRE
Menu gastronomique à partir de 26\$

1er janvier
JOUR DE L'AN
Table d'hôte entre 16,75\$ et 21,75\$

36, côte de la Montagne, Québec
Rés.: 692-0557

NOTRE GRANDE VENTE AVANT INVENTAIRE SE TERMINE SAMEDI À 17H

Plus que quelques heures pour profiter de rabais sans pareil sur nos prix de 1989...
Entre autres, de magnifiques ensembles de vaisselle offerts à des prix très spéciaux!
Venez constater sur place.

RABAIS ALLANT JUSQU'À 60%

sur marchandise domestique en magasin seulement
Le plus beau choix de
• Vaisselle • Coutellerie
• Verrerie • Cadeaux

Ouvert de 9h à 17h du lundi au samedi

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0144

VENTE DE BLANC

épargnez jusqu'à 31%

24.95

LA NAPPE JARDIN ANGLAIS
52 x 70 rég. 36.00

des fleurs de la campagne anglaise, attachées en bouquets de ruban, couleurs vives sur fond ecru pour une nappe de qualité, 50% coton, 50% polyester, ultra-facile d'entretien, fini anti-taches. 60 x 84 et 70" rond 34.95, serviette 3.99

épargnez jusqu'à 75.05

169.95

LA COUETTE EN DUVET D'OIE
jumeau rég. 225.00

une bonne occasion de vous procurer à prix spécial l'authentique couette en duvet d'oie blanc de qualité exceptionnelle... c'est le summum du confort et de la légèreté, une sensation que vous apprécierez surtout par temps froids... recouvrement pur coton 230 fils au pouce... double 199.95, grand 229.95, tr. grand 279.95

épargnez jusqu'à 40.00

99.95

HOUSSE FLEURS DES CHAMPS
jumeau rég. 130.00

sur un tissu pur coton importé d'Italie, des milliers de petites fleurs en couleurs tendres de lilas, vert menthe, bleu et rose se chevauchent... c'est comme une brise d'air frais de la campagne avec le confort exceptionnel du pur coton double 119.95, grand 129.95, tr. grand 149.95, toiles st. 32.95, gr. toiles 34.95

Évaluation des impacts environnementaux des projets

Ottawa entend conserver toutes ses compétences

MONTREAL (PC) — Ottawa n'entend plus céder aux provinces le soin d'évaluer les impacts environnementaux des projets, publics ou privés, dont certains aspects relèvent des compétences fédérales, a appris le quotidien Le Devoir.

C'est ce que révèle un mémoire confidentiel préparé cet automne par le ministre fédéral de l'Environnement Lucien Bouchard, pour expliquer à ses collègues le sens et la portée de son futur projet de loi sur l'évaluation des impacts environnementaux et la création d'une Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACE).

Ce document, en voie de révision, contient néanmoins l'essentiel des décisions que le gouvernement fédéral devra prendre d'ici le printemps avant de déposer son projet de loi aux Communes tel que promis dans le dernier discours du Trône.

À l'exemple de provinces comme le Québec et l'Ontario, Ottawa entend d'abord rendre obligatoire l'évaluation environnementale de tous les projets relevant de son champ de compétence constitutionnelle. C'est dans le domaine des projets qui touchent à la fois aux compétences fédérales et provinciales qu'on découvre une nouvelle stratégie fédérale.

En vue d'éviter l'examen en double des mêmes projets, Ottawa se donnera dans la loi des pouvoirs qui vont lui conférer une « solide base de négociation » pour conclure des ententes « d'harmonisation ». Mais ces ententes devront obéir à un nouveau principe : Ottawa ne déléguera plus du tout aux provinces son pouvoir d'examen lorsque son argent, ses organismes ou ses compétences sont en cause.

Il y a quelques années, par exemple, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) avait évalué, seul, les impacts environnementaux de la reconstruction de l'évacuateur de crues d'Hydro-Québec sur la Rivière-des-Prairies. Même si Ottawa devait, en dernier lieu, émettre le permis pour autoriser la présence d'un « obstacle » au passage des poissons, il avait laissé au Québec le soin d'évaluer les impacts de ce projet sur la faune aquatique, y compris sur les aloses, des poissons de mer qui viennent frayer en eau douce.

Le ministre fédéral de l'Environnement Lucien Bouchard levait récemment une partie du voile sur la nouvelle stratégie fédérale en exigeant la coprésidence et une gestion conjointe de l'évaluation environnementale de la Phase II de la Baie James. Jusque-là, Ottawa acceptait d'avoir son représentant à une commission provinciale si le projet relevait « principalement » du Québec. Et le Québec se satisfaisait d'un siège aux commissions fédérales chargées d'évaluer des pro-

jets relevant d'Ottawa, comme la construction d'un port.

Le projet de loi, dont l'annonce officielle a été retardée en raison de résistances politiques ou de problèmes techniques, selon les

versions, exigera une évaluation environnementale « préalable » de tous les grands projets relevant du gouvernement fédéral ou de ses sociétés d'Etat ainsi que de l'ensemble des politiques et programmes fédéraux. C'est exactement ce que recommandait l'an dernier — et en vain jusqu'ici — au gouvernement du Québec, le rapport Lacoste sur la révision des procédures et mandat du BAPE.

Selon le mémoire confidentiel de M. Bouchard à ses collègues, éviter une telle réforme équivaut à mettre de côté la notion de « développement durable » préconisée par la commission Brundtland (ONU), en 1987, et aux principales recommandations de la commission McDonald sur l'économie canadienne.

Le projet de loi entend aussi

mettre fin au vieux « conflit d'intérêt » qui permettait au ministre responsable d'un projet de décider lui-même s'il fallait le soumettre à une évaluation publique de ses impacts. Cette décision serait dorénavant confiée au ministre fédéral de l'Environnement ou à la future Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACE), quitte à ce que ses décisions puissent être portées en appel devant

le ministre.

La nouvelle agence fédérale serait totalement distincte du ministère fédéral de l'Environnement, ce qui n'est pas le cas actuellement du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFEE). Ottawa a pensé confier cette responsabilité au vérificateur général qui, révèle le document, ne s'est pas enthousiasmé outre mesure.

★ LA BAIE ★

LE GRAND SOLDE DE FIN D'ANNÉE

40% DE RABAIS

ACCESSOIRES POUR LUI

Choix de porte-cravates en chêne, d'anneaux porte-ceintures, de vide-poches et autres accessoires pratiques et décoratifs. Le choix varie selon le magasin. Ord. 8,99 à 39,99 Solde 5,39 à 23,99 ch.

Accessoires pour homme, rayon 336.

LE SAMEDI 30 DÉCEMBRE SEULEMENT!

25% DE RABAIS

PRODUITS FINS CHOISIS

Pour grands gourmets ou petits gourmets, toute une sélection de délices! Dans certains magasins seulement.

* Sur le prix ordinaire.

30% DE RABAIS

BIJOUX EN ARGENT FIN

Choisissez-lui sont étrenne du Nouvel An parmi notre sélection de superbes bijoux d'argent fin... elle vous trouvera brillant!

Bijoux en argent fin, rayon 239.

40% DE RABAIS

PEIGNOIRS CHOISIS POUR HOMME

Modèles automne-hiver, très confortables. Le choix varie selon le magasin. Dans certains magasins seulement.

Ord. 19,99 à 120 \$ Solde 11,99 à 71,99 ch.

Articles pour homme, rayons 360 et 857.

40% DE RABAIS

COLLANTS FAIRSET

Collants à culotte de soutien, n° 754S et n° 754.

Ord. 2,99 Solde 1,79 ch.

Collants, rayon 829.

30% À 50% DE RABAIS

PULLS POUR HOMME

Des modèles et des tissus pour tous les goûts!

Ord. 19,99 à 125 \$

Solde 9,99 à 87,50 ch.

Pulls pour hommes, rayons 314 et 856.

30% DE RABAIS

SOUS-VÊTEMENTS POUR FEMME

Un choix complet de soutiens-gorge et de culottes portant des étiquettes fameuses: Suzanne, Wonderbra, Vogue, Playtex et Warner's. C'est l'occasion ou jamais de faire provision!

Sous-vêtements pour femme, rayon 178.

30% DE RABAIS*

BOTTES POUR FEMME

Modèles habillés, tout-aller ou mode: à vous de choisir! Ord. 39,99 à 225 \$

Solde 27,98 à 157,50 la paire.

* Sur le prix étiqueté.

Bottes pour femme, rayons 264 et 837.

40% DE RABAIS*

MANTEAUX HABILÉS OU TOUT-ALLER POUR HOMME

Nous vous offrons les meilleures marques, les modèles les plus chics et les plus confortables... Qu'attendez-vous pour venir à la Baie? Le choix varie selon le magasin. * Sur le prix étiqueté.

Tenues d'extérieur pour homme, rayons 306 et 310.

40% DE RABAIS

PORTEFEUILLES ET ENSEMBLES-CADEAUX DE ACCESSORY CONCEPTS

Jolis portefeuilles et ensembles, présentés en boîtes-Cadeaux. Ord. 7,99 à 14,99

Solde 4,79 à 8,99 ch.

Accessoires pour femme, rayon 829.

30% DE RABAIS*

CHAUSSURES POUR FEMME

Des modèles signés BayClub et Calico, entre autres, propres à vous faire danser de joie!

* Sur le prix étiqueté.

Chaussures pour femme, rayon 262.

30% DE RABAIS

TENUES EN MOLLETON POUR ENFANT

Pour les tout-petits comme les plus grands, choix d'interchangeables ou d'ensembles et modèles à l'effigie des héros de bandes dessinées. Tailles nouveau-né à 18.

Vêtements pour enfant, rayon 400.

30% À 40% DE RABAIS

MANTEAUX AUTOMNE-HIVER POUR FEMME

Notre assortiment comprend de superbes manteaux et des trois-quarts sport. Le choix peut varier selon le magasin. Ord. 95 \$ à 450 \$

Solde 66,50 à 270 \$ ch.

Tenues d'extérieur pour femme, rayons 101 et 801.

20% DE RABAIS*

MONTRES ET HORLOGES

Montres: Timex, Cardinal, Bulova, Casio, Seiko, Alfred Sung et Sungsport. Horloges: Westclox, Bulova, Cardinal, Cosmo, Spartus et Daniel Dakota.

* Sur le prix ordinaire.

Montres et horloges, rayon 231.

LE CHOIX VARIE SELON LE MAGASIN. SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

Statut de réfugié pour les gens de certains pays

TORONTO (PC) — Le gouvernement fédéral devrait immédiatement accorder le statut de réfugié à ceux qui arrivent de pays où la situation militaire ou politique est précaire, afin d'accélérer le processus d'octroi de statut prévu dans un programme lancé l'an dernier, a suggéré, hier à Toronto, une coalition de 39 groupes d'aide aux réfugiés.

Les réfugiés provenant de pays où les droits de l'Homme sont bafoués ou qui subissent une guerre civile devraient recevoir le statut d'immigrant sans avoir à affronter les tribunaux administratifs fédéraux, a déclaré M. Robert Shropshire, président du Conseil des réfugiés de Toronto.

« Nous sommes sérieusement préoccupés par le fait que la grande majorité des réfugiés en attente de statut n'ont toujours pas obtenu de réponse finale quant à savoir s'ils pourront ou non demeurer au Canada », a déploré M. Shropshire lors d'une conférence de presse.

« Ce sont des gens qui ont été forcés de quitter leur pays natal en raison de la persécution dont ils faisaient l'objet et qui continuent, ici, de vivre dans l'angoisse de l'incertitude quant à leur avenir », a-t-il ajouté.

la Baie